

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27223]

2 SEPTEMBRE 2013. — Circulaire ministérielle relative au relogement de l'occupant expulsé par le bourgmestre suite à une interdiction d'occuper prise conformément aux articles 7 et 13 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable

I. Introduction — cadre légal et réglementaire

Depuis le 1^{er} juillet 2012, le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable prévoit une obligation de relogement au profit de toute personne expulsée suite à une interdiction d'occuper un logement prononcée par le bourgmestre ou le Gouvernement.

Cette obligation de relogement, et le financement qui en découle, n'est pas d'application pour les arrêtés d'expulsion pris sur la base des articles 133, alinéa 2, et 135, § 2, de la nouvelle loi communale. Seuls les arrêtés du bourgmestre pris en vertu du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable sont ici concernés.

Pour rappel, l'obligation de relogement a pour vocation d'intervenir uniquement lorsque le logement occupé présente un ou plusieurs manquements aux critères minimum de salubrité telle qu'une interdiction d'occuper est prononcée et qu'une expulsion du logement s'ensuit dans un délai déterminé qui ne permet pas toujours de retrouver facilement un autre logement (1). Cette obligation est également d'application lorsque, suite à un retrait de permis de location, une interdiction d'occupation est prononcée en fonction des manquements constatés (2).

L'obligation de relogement ne s'impose en revanche pas lorsque le logement doit être évacué pour cause de surpeuplement.

L'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 relatif au relogement de l'occupant expulsé par le bourgmestre suite à une interdiction d'occuper prise conformément aux articles 7 et 13 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable fixe la durée du relogement ainsi que les modalités de son financement par la Région wallonne.

Cet arrêté est d'application à partir du 1^{er} septembre 2013. Une proposition de relogement devra dès lors être assurée pour tout arrêté d'inhabitabilité pris après le 31 août 2013.

II. La procédure

Le Code demande en premier lieu au bourgmestre concerné d'effectuer une série de démarches afin de trouver un logement pour les occupants expulsés. Ces démarches sont obligatoires et doivent être effectuées par le service « Logement » de la commune s'il existe et, le cas échéant, avec l'aide du C.P.A.S..

Il est dès lors demandé au bourgmestre de vérifier si un logement correspondant à la composition de ménage de l'occupant expulsé est disponible sur le territoire de sa commune, parmi les catégories de logements suivants à consulter dans l'ordre établi :

- logement de transit;
- logement donné en location à un C.P.A.S. ou à un organisme à finalité sociale en application de l'article 132 du Code wallon du Logement;
- logement pris en gestion par une agence immobilière sociale;
- structure d'hébergement assurée par un organisme agréé.

Si aucun logement n'est disponible sur le territoire de la commune, le bourgmestre doit en informer la Société wallonne du Logement par écrit à l'adresse électronique suivante : relogement@swl.be et lui transmettre :

- la composition de ménage de l'occupant expulsé;
- la preuve d'enfants à charge (attestation de perception d'allocations familiales et/ou jugement concernant la garde des enfants et leurs modalités d'hébergement);
- la liste des gestionnaires de logements consultés;
- un état des lieux des démarches effectuées;
- les réponses éventuelles obtenues.

La Société wallonne du Logement vérifie que les démarches requises ont été effectuées par le bourgmestre et procède ensuite à la recherche d'un logement sur le territoire de la province, en recourant aux mêmes catégories de logements, dans le même ordre, à l'exception du recours au logement privé inséré avant le recours aux structures d'hébergement.

Les vérifications effectuées par la Société wallonne du Logement avant de prendre « le relais » dans la recherche d'un logement, portent sur l'effectivité des démarches et non sur la manière dont elles ont été réalisées. Si le bourgmestre a effectivement consulté les opérateurs immobiliers concernés par les catégories de logements fixées par le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable ou les établissements d'hébergement se trouvant sur son territoire, la Société wallonne du Logement devient compétente pour trouver une solution de relogement dans un délai d'un mois. Ce délai d'un mois court à dater de la réception de l'information écrite du bourgmestre accompagnée des documents requis susvisés.

La Société wallonne du Logement ne peut alors réclamer aucune démarche complémentaire au bourgmestre.

En revanche, si le bourgmestre n'a réalisé aucune démarche ou n'a pas consulté tous les opérateurs immobiliers ou établissements concernés, la Société wallonne du Logement ne devient pas compétente pour la recherche d'un logement.

Lorsque la Société wallonne du Logement prend effectivement le « relais » et obtient l'accord du gestionnaire ou propriétaire du logement ou de l'établissement, elle en informe par écrit le bourgmestre qui effectue alors la proposition à la personne expulsée.

La proposition de relogement doit être offerte au plus tard lors de l'expulsion de l'occupant.

Si la Société wallonne du Logement ne trouve aucun logement sur le territoire de la province (3) ou si le ménage expulsé n'accepte pas la proposition effectuée par le bourgmestre, plus aucune obligation n'incombe au bourgmestre et à la Société wallonne du Logement.

Par ailleurs, si la Société wallonne du Logement n'a pu trouver un logement disponible dans le délai d'un mois imparti, elle en avertit immédiatement le bourgmestre par écrit.

Il est également rappelé que les conditions d'accessibilité propres à chaque type de logement auquel il peut être recouru dans le cadre du relogement, doivent être respectées (4).

III. La durée du relogement

Le relogement est assuré pour une période maximum de six mois prolongeable une fois pour six mois s'il est effectué dans un logement de transit ou une structure d'hébergement ou pour une période de douze mois dans les autres cas.

Il prend fin avant le terme si le bénéficiaire trouve un logement dont le loyer n'excède pas 300 euros pour un logement une chambre, augmenté de 50 euros par chambre supplémentaire.

Si le relogement est effectué dans un logement, à l'exclusion du logement de transit, dont le loyer n'excède pas 300 euros pour un logement une chambre, augmenté de 50 euros par chambre supplémentaire, le bénéficiaire est dispensé de rechercher un autre logement (5) si le contrat de bail a été conclu pour une durée plus longue que celle du relogement ou si le contrat de bail est prolongé au-delà de la durée du relogement.

IV. Le financement du relogement

La Région wallonne prend en charge la différence entre le montant payé pour le logement évacué et le montant à payer pour le logement/la structure où s'effectue le relogement afin que le montant payé par le bénéficiaire dans le cadre de son relogement corresponde au montant du loyer du logement évacué ou de sa valeur locative.

La différence prise en charge n'excède toutefois pas 250 euros. Ce montant est majoré de 30 euros par enfant à charge et de 100 euros si le bénéficiaire est relogé dans un logement du secteur locatif privé situé en zone de pression immobilière (6).

La demande de prise en charge est adressée par le bénéficiaire à l'administration au moyen du formulaire conforme à l'annexe 1^{re} de la présente circulaire, avant la conclusion du contrat de bail s'il est relogé dans un logement issu du secteur locatif privé, ou dans le mois de la signature du contrat de bail ou de la convention d'occupation, dans les autres cas.

Pour être complète la demande de prise en charge comporte :

1° un extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur moins d'un mois avant l'introduction de sa demande;

2° l'identification précise du logement ou de la structure d'hébergement qui est ou sera occupé et du logement quitté, comprenant le montant du loyer, de la participation financière ou de l'indemnité d'occupation pour chacun des logements.

Dans les quinze jours de la date de l'envoi contenant la demande complète ou, le cas échéant, le ou les derniers documents rendant la demande complète, l'administration informe le bénéficiaire et le propriétaire ou gestionnaire du logement, du montant de la prise en charge.

Dès réception du courrier de l'administration accordant le montant de la prise en charge, le contrat de bail peut être conclu avec le propriétaire d'un logement issu du secteur locatif privé et fixer un loyer dont est déduit le montant de la prise en charge.

La prise en charge est liquidée anticipativement pour une période de six mois au propriétaire si le bénéficiaire est relogé dans un logement du secteur locatif privé.

Dans les autres cas, la prise en charge est liquidée mensuellement au pouvoir local, à l'organisme à finalité sociale ou à l'établissement d'hébergement, propriétaire ou gestionnaire du logement ou de la structure au sein duquel le bénéficiaire est relogé.

Le propriétaire ou gestionnaire du logement ou de la structure d'hébergement, ou le C.P.A.S. lorsque le relogement est effectué dans un logement issu du secteur privé, avertit l'administration (7) de la fin du relogement.

Pendant la durée du relogement et de la prise en charge financière, aucune allocation de loyer n'est versée au bénéficiaire en application de l'arrêté du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer.

V. L'accompagnement

Le ménage relogé bénéficie d'un accompagnement dans sa recherche d'un logement.

Cet accompagnement est assuré par le gestionnaire du logement occupé, l'établissement d'hébergement ou le centre public d'action sociale lorsque le bénéficiaire est relogé dans un logement issu du secteur locatif privé.

Une intervention financière de 25 euros par mois et par bénéficiaire est prévue lorsque l'accompagnement n'est pas assuré par une agence immobilière sociale, une association de promotion du logement ou un établissement d'hébergement.

Le gestionnaire du logement occupé ou le centre public d'action sociale transmet sa demande d'intervention à l'administration lors de la prise en charge de l'accompagnement au moyen du formulaire conforme à l'annexe 2 de la présente circulaire.

Doivent être produits, lors de la demande d'intervention :

1° l'identification du bénéficiaire;

2° l'identification du logement occupé et du logement quitté.

L'administration liquide le montant dû pour une période d'accompagnement de six mois.

Si à l'expiration de cette première période de six mois, l'accompagnement perdure, l'administration liquide le montant dû pour une seconde période d'accompagnement de six mois.

VI. Les limites du dispositif

Concernant les situations d'urgence auxquelles pourrait être confronté tout bourgmestre, il est rappelé que le dispositif mis en place par le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable est un minimum imposé au bourgmestre dans un cadre précis qui prévoit un financement mais qui ne l'exonère pas de sa responsabilité et des démarches minimum que la jurisprudence du Conseil d'Etat (8) exige qu'il fasse pour retrouver un logement pour toute personne expulsée se retrouvant sans logement.

En conséquence, si la situation exige que le bourgmestre agisse sans attendre une aide de la Société wallonne du Logement, il pourra s'écarter du mécanisme consacré afin de préserver l'intégrité physique des occupants et respecter la jurisprudence du Conseil d'Etat.

De même, le dispositif mis en place n'empêche nullement le bourgmestre de sortir du cadre en fonction des possibilités qui s'offrent à lui, notamment si un logement décent, non repris dans la liste, est disponible pour assurer le relogement de la personne expulsée. Toutefois, dans ce cas de figure, la Région wallonne n'interviendra pas financièrement. Le ménage relogé pourra néanmoins bénéficier d'une allocation loyer en application de l'arrêté du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer.

Namur, le 2 septembre 2013.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Notes

- (1) Article 7 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable.
- (2) Article 13 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable.
- (3) La recherche se faisant par cercles concentriques au départ du lieu de l'expulsion.
- (4) Exemple : s'il s'agit d'un logement donné en location à un C.P.A.S. en application de l'article 132 du Code, seul un ménage en état de précarité ou à revenus modestes peut y avoir accès.
- (5) Cf. Point V.
- (6) La liste des communes situées en zone de pression immobilière est actualisée chaque année au 1^{er} janvier et comprend actuellement les communes suivantes : Arlon, Assesse, Attert, Aubel, Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Dalhem, Eghezée, Erezée, Gembloux, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Ittre, Jalhay, Jodoigne, La Bruyère, La Hulpe, Lasnes, Messancy, Mont-Saint-Guibert, Namur, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ramillies, Rixensart, Thimister-Clermont, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo et Wavre.
- (7) Direction générale opérationnelle - Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département du Logement, Direction des Etudes et de la Qualité du Logement.
- (8) C.E., 23 sept. 1999; C.E., 12 février 2003; C.E., 26 janvier 2005; C.E., 7 avril 2006; C.E., 16 juillet 2009.

ANNEXE 1

**FORMULAIRE ADEL / RELOGEMENT****2 0 1 3**

Arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 relatif au relogement de l'occupant expulsé par le bourgmestre suite à une interdiction d'occuper prise conformément aux articles 7 et 13 du Code wallon du Logement

Arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri

La demande doit être adressée :

- A la DGO4/ Département du Logement/Service ADEL
Rue des Brigades d'Irlande 1 – 5100 JAMBES

- Si vous prenez en location un logement privé : au moins 15 jours avant la signature du contrat de bail.



Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie
Adresse générale : Rue des Brigades d'Irlande 1 B-5100 Namur
www.wallonie.be N° Vert : 0800 11 901 (informations générales)

CADRE I**IDENTIFICATION DU DEMANDEUR****Demandeur :**

NOM :

PRENOMS :

NE(E) le : N° REGISTRE NATIONAL :

① : Gsm :

 HANDICAP : OUI / NON (*)**sollicite par la présente :**

- Une aide au logement
- Une allocation de déménagement et des allocations de loyer (1)
(uniquement en cas de location d'un logement privé, celles-ci ne pouvant pas être sollicitées en cas d'hébergement dans une structure d'accueil)

Cohabitants dans l'habitation quittée :

NOM :

PRENOMS :

NE(E) le : N° REGISTRE NATIONAL :

 HANDICAP : OUI / NON (*)

NOM :

PRENOMS :

NE(E) le : N° REGISTRE NATIONAL :

 HANDICAP : OUI / NON (*)

NOM :

PRENOMS :

NE(E) le : N° REGISTRE NATIONAL :

 HANDICAP : OUI / NON (*)

NOM :

PRENOMS :

NE(E) le : N° REGISTRE NATIONAL :

 HANDICAP : OUI / NON (*)**(joindre une composition de ménage)***(*) Biffer la mention inutile***(1) Le bénéfice éventuel des allocations de loyer ne prend cours qu'à partir du moment où l'aide au logement est arrivée à son terme**

CADRE II

L'HABITATION QUITTÉE

Joindre une copie du contrat de bail de l'habitation quittée et de la preuve de paiement du dernier loyer

CADRE Hbis**ATTESTATION RELATIVE A L'HABITATION QUITTÉE
ET A LA PROPOSITION DE RELOGEMENT**

Je soussigné, bourgmestre deatteste que

- le logement
situé.....

.....
.....

occupé par

a fait l'objet d'un arrêté d'inhabitabilité en date du
..... (joindre une copie de l'arrêté)

En application des articles 7 et 13 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, une proposition de relogement a été faite aux occupants par la Société wallonne du Logement en date du (joindre une copie de la lettre de la Société wallonne du Logement)

Sceau de la commune

Date et signature

CADRE III**PARTIE A COMPLETER PAR LE PROPRIETAIRE / LE
BAILLEUR ou LA STRUCTURE D'HEBERGEMENT****A. Location d'un logement**

Je soussigné..... propriétaire/bailleur(biffer) du logement

situé.....
.....

atteste (choisir et biffer) :

- avoir l'intention de louer ce logement au demandeur repris au cadre I pour un
loyer mensuel de euros (logement privé)

Je m'engage à indiquer dans le bail que durant la première année de location, le loyer sera diminué à concurrence du montant de l'aide au relogement qui me sera directement versée par le Service Public de Wallonie.

- avoir loué ce logement au demandeur repris au cadre I pour un
loyer mensuel de euros (l

Il a été indiqué dans le bail que durant la première année de location, le loyer sera diminué à concurrence du montant de l'aide au relogement qui sera directement versée par le Service Public de Wallonie.

Cette aide peut m'être versée sur le compte BE.....

Je m'engage à signaler à l'administration tout départ de l'occupant

Date et signature

B. Hébergement dans une structure d'accueil

Je soussigné..... représentant le gestionnaire de l'hébergement
situé.....
.....

atteste héberger le demandeur repris au cadre I pour une indemnité d'hébergement
mensuelle d'un montant de..... euros

Je m'engage à indiquer dans la convention d'hébergement que l'indemnité d'hébergement
sera diminuée à concurrence du montant de l'aide au relogement qui me sera directement
versée par le Service Public de Wallonie.

Cette aide peut être versée sur le compte BE..... de
.....

Je m'engage à signaler à l'administration tout départ de l'occupant

Date et signature

CADRE IV**AUTRES CONDITIONS**
(uniquement en cas de demande d'ADEL)

Si outre l'aide au relogement vous sollicitez **également** le bénéfice de l'allocation de déménagement et des allocations de loyer (ADEL) **(1)**, vous devez faire également parvenir :

- Les revenus perçus en 2011 pour chacun des membres de votre ménage pour un nouveau logement occupé en 2013
(L'avertissement extrait de rôle ou, si vous n'en disposez pas, une attestation de revenus perçus en 2011 pour l'année complète délivrée par tout organisme de paiement : CPAS, mutuelle, syndicat, ...)
- Si vous avez des enfants à charge :
(Le formulaire F (jaune) complété par la Caisse des Allocations familiales)
- Si un des membres de votre ménage est reconnu handicapé :
(Une attestation de handicap délivrée par le Service Public fédéral Sécurité sociale)

Toutes les personnes majeures faisant partie du ménage du demandeur qui vont habiter dans le nouveau logement doivent signer la déclaration ci-dessous

Le(s) soussigné(s) déclare(nt) sur l'honneur ne pas être seul(s) ou ensemble plein-propriétaire(s) ou usufruitier(s) d'un logement, sauf s'il s'agit d'un logement non améliorable ou inhabitable.

Fait à , le

NOM :
PRENOMS :

SIGNATURE :

NOM :
PRENOMS :

SIGNATURE :

(1) Pour rappel, les allocations de loyer ne pourront, si vous remplissez en outre toutes les conditions, vous être octroyées qu'à partir du moment où l'aide au relogement sera arrivée à son terme

CADRE V**DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS**

A souscrire par le demandeur et les cohabitants majeurs de son ménage.

Toute fausse déclaration ou toute information dissimulée peut entraîner le rejet de la demande ou le remboursement des aides déjà perçues.

Le(s) soussigné(s) s'engage(nt) solidairement à :

1. ne pas sous-louer en tout ou en partie le logement pour la location duquel il(s) bénéficiera (ont) d'une aide ;
2. fournir une copie du bail / de la convention d'hébergement dans le mois de sa signature
3. signaler tout départ du logement / de la structure d'hébergement

En outre, lorsque la demande porte également sur l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer

4. exception faite pour les enfants nés, adoptés ou rejoignant un parent suite à une décision judiciaire après la date de la demande, ne permettre l'occupation dudit logement par des cohabitants supplémentaires que si les conditions de superficies et de pièces habitables continuent à être respectées ;
5. consentir à la visite du logement par les agents de l'Administration ;
6. autoriser l'Administration à solliciter des autorités compétentes tous les renseignements nécessaires
(ex.: composition de ménage, revenus, droits réels immobiliers détenus sur le logement, ...);
7. communiquer au Département du Logement de l'Administration tout changement intervenu dans sa(leur) situation familiale
(ex.: naissance, décès, séparation, déménagement, ...);

Fait à, le

Précédé de la mention « lu et approuvé » :

NOM :

PRENOMS :

SIGNATURE :

NOM :

PRENOMS :

SIGNATURE :

ANNEXE 2

DOCUMENT A RENDRE SEMESTRIELLEMENT

DG-04

DEPARTEMENT DU LOGEMENT

DIRECTION DE LA QUALITE DE L'HABITAT

Service ADEL

Rue des Brigades d'Irlande 1

5100 NAMUR

FORMULAIRE ADEL / RELOGEMENT
DECLARATION DE CREANCE ET D'INDEMNISATION

Service d'accompagnement :

Adresse :

N° de compte :

NOM - PRENOM DU BENEFICIAIRE	ADRESSE DU BENEFICIAIRE	ADRESSE DU LOGEMENT EVACUE	DATE DE DECISION D'OCTROI DE L'AIDE AU RELOGEMENT	NOMBRE DE MOIS DE L'ACCOMPAGN EMENT	MONTANT DE L'INDEMNISATI ON
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					

CACHET DU SERVICE

Date

SIGNATURE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2013/27223]

2. SEPTEMBER 2013 — Ministerielles Rundschreiben über die Wiederunterbringung der Bewohner, die vom Bürgermeister infolge eines gemäß Art. 7 und 13 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse ausgesprochenen Wohnverbots von einer Wohnung verwiesen wurden

I. Einleitung — rechtlicher und regulatorischer Rahmen

Seit dem 1. Juli 2012 ist eine Wiederunterbringungspflicht zugunsten jeder Person, die infolge einer vom Bürgermeister oder von der Regierung ausgesprochenen Belegungssperre in Bezug auf eine bestimmte Wohnung von letzterer verwiesen worden ist, im Wallonischen Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse vorgesehen.

Diese Wiederunterbringungspflicht und die damit verbundene Finanzierung finden keine Anwendung auf die Ausweisungserlasse, die aufgrund von Artikel 133, Absatz 2 und Artikel 135 § 2 des neuen Gemeindegesetzes verabschiedet wurden. Hierdurch werden lediglich Erlasse des Bürgermeisters betroffen, die kraft des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse verabschiedet wurden.

Es sei daran erinnert, dass die Wiederunterbringungspflicht ausschließlich bei einem oder mehreren derartigen Verstößen gegen die Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit anzuwenden ist, dass ein Wohnverbot ausgesprochen wird und eine Wohnungsräumung binnen einer bestimmten Frist darauf folgt, die es nicht immer ermöglicht, problemlos eine andere Unterkunft zu finden (1). Diese Pflicht gilt ebenfalls, wenn ein den festgestellten Verstößen entsprechendes Wohnverbot infolge des Entzugs einer Mietgenehmigung ausgesprochen wird (2).

Hingegen ist die Wiederunterbringungspflicht bei einer Wohnungsräumung wegen Überbelegung nicht angebracht.

In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 über die Unterbringung des Bewohners, der vom Bürgermeister infolge eines gemäß den Artikeln 7 und 13 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse verkündeten Wohnverbots von einer Wohnung ausgewiesen wird, werden die Unterbringungsdauer sowie die Modalitäten ihrer Finanzierung von der Wallonischen Region festgelegt.

Dieser Erlass findet ab dem 1. September 2013 Anwendung. Folglich muss für jeden Erlass bezüglich der Unbewohnbarkeit einer Wohnung, der nach dem 31. August 2013 verabschiedet worden ist, eine Möglichkeit der Wiederunterbringung vorgeschlagen werden.

II. Verfahren

Erstens wird der betroffene Bürgermeister kraft des Gesetzbuches dazu aufgefordert, eine Reihe von Maßnahmen einzuleiten, um eine Unterkunft für die zur Räumung gezwungenen Bewohner zu finden. Solche Maßnahmen sind verbindlich, und von der Dienststelle "Wohnungswesen" der Gemeinde – falls vorhanden – durchzuführen, ggf. unter Mitwirkung des Ö.S.H.Z.

Es wird somit vom Bürgermeister erwartet, dass er sich danach erkundigt, ob eine Wohnung, die der Haushaltszusammensetzung des zur Räumung gezwungenen Bewohners entspricht, unter folgenden – in der angegebenen Reihenfolge zu berücksichtigenden – Wohnungskategorien in seiner Gemeinde verfügbar ist:

- Übergangswohnung;
- Wohnung, die in Anwendung von Artikel 132 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen einem Ö.S.H.Z. oder einer Einrichtung mit sozialer Zielsetzung vermietet wird;
- Wohnungen, die von einer Agentur für soziale Wohnungen verwaltet wird;
- Unterbringungsstruktur, die von einer zugelassenen Einrichtung zur Verfügung gestellt wird.

Falls keine Wohnung auf dem Gemeindegebiet verfügbar ist, so hat der Bürgermeister die "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) schriftlich unter folgender E-Mail-Adresse darüber zu verständigen: relogement@swl.be, und ihr folgende Angaben zu übermitteln:

- die Haushaltszusammensetzung des zur Räumung gezwungenen Bewohners;
- den Nachweis des Bestehens von unterhaltsberechtigten Kindern (Bescheinigung des Bezugs von Kinderzulagen und/oder Urteil über das Sorgerecht und über die Unterbringungsbedingungen für die Kinder);
- die Liste der konsultierten Wohnungsverwalter;
- einen Bericht über den Stand der getroffenen Maßnahmen;
- ggf. die erhaltenen Antworten.

Die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft überprüft, ob die notwendigen Maßnahmen vom Bürgermeister durchgeführt worden sind, und bemüht sich sodann, eine Wohnung auf dem Provinzgebiet unter Verwendung der gleichen Wohnungskategorien zu finden, in derselben Reihenfolge bis auf die Inanspruchnahme von Unterbringungsstrukturen, der die von Privatwohnungen vorangehen soll.

Die von der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft – bevor sie bei der Wohnungssuche "selbst dran ist" – vorgenommenen Überprüfungen beziehen sich auf die Effektivität der Maßnahmen und nicht auf die Art und Weise, wie sie durchgeführt wurden. Wenn sich der Bürgermeister tatsächlich mit den Immobilienvermittlern, die die betreffenden, im Wallonischen Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse festgelegten Wohnungskategorien verwalten, oder mit den auf dem Gemeindegebiet befindlichen Unterbringungseinrichtungen beraten hat, so übernimmt die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft anschließend die Zuständigkeit, mit einmonatiger Frist eine Lösung zur Neuunterbringung zu finden. Diese einmonatige Frist läuft ab Empfang der schriftlichen Mitteilung des Bürgermeisters zusammen mit allen oben aufgeführten erforderlichen Unterlagen.

Ab diesem Zeitpunkt darf die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft keine zusätzlichen Maßnahmen vom Bürgermeister verlangen.

Andererseits wird die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft für keine Wohnungssuche zuständig, wenn der Bürgermeister keine Maßnahmen durchgeführt oder sich nicht an alle betroffenen Immobilienvermittler bzw. Einrichtungen gewandt hat.

Wenn die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft effektiv "dran ist" und die Zustimmung des Verwalters oder Eigentümers der Wohnung bzw. Einrichtung eingeholt hat, setzt sie den Bürgermeister schriftlich davon in Kenntnis, der seinerseits diesen Vorschlag der aus ihrer Wohnung gewiesenen Person unterbreitet.

Dem Bewohner muss eine Ersatzwohnung spätestens zum Zeitpunkt der eigentlichen Zwangsräumung vorgeschlagen werden.

Falls die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft keine passende Unterkunft auf dem Provinzgebiet (3) findet oder der zur Räumung gezwungene Haushalt den vom Bürgermeister gemachten Vorschlag nicht annimmt, haben der Bürgermeister und die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft keine Verpflichtungen mehr.

Wenn es ansonsten der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft nicht gelungen ist, binnen der eingeräumten einmonatigen Frist eine verfügbare Wohnung zu finden, hat sie unverzüglich den Bürgermeister schriftlich davon in Kenntnis zu setzen.

Es sei auch darauf hingewiesen, dass die wohnungseigenen Zugänglichkeitsbedingungen für jede im Rahmen der Wiederunterbringung zu berücksichtigende Wohnungsart beachtet werden müssen.

III. Dauer der Wiederunterbringung

Die Wiederunterbringung wird für eine Höchstdauer von sechs Monaten gewährleistet, die, wenn die Wiederunterbringung in einer Übergangswohnung bzw. Unterbringungsstruktur stattfindet, ein einziges Mal um sechs Monate, und in den sonstigen Fällen um zwölf Monate verlängert werden kann.

Sie endet vorzeitig, wenn der Unterbringungsberechtigte eine Unterkunft findet, deren Miete nicht mehr als 300 Euro für eine Wohnung mit einem Schlafzimmer beträgt, zzgl. 50 Euro pro zusätzliches Schlafzimmer.

Wenn er in einer Unterkunft – mit Ausnahme der Übergangswohnung – wieder untergebracht wird, deren Miete höchstens 300 Euro für eine Wohnung mit einem Schlafzimmer beträgt, zzgl. 50 Euro pro zusätzliches Schlafzimmer, ist der Unterbringungsberechtigte zur Wohnungssuche nicht mehr verpflichtet (4), sofern der Mietvertrag für einen längeren Zeitraum als die Dauer der Wiederunterbringung abgeschlossen wurde oder über diese Dauer hinaus verlängert wird.

IV. Finanzierung der Wiederunterbringung

Die Wallonische Regierung übernimmt die Differenz zwischen dem für die geräumte Wohnung gezahlten Betrag und dem für die Wohnung/Struktur der Neuunterbringung zu zahlenden Betrag, so dass der vom Unterbringungsberechtigten im Rahmen seiner Wiederunterbringung gezahlte Betrag dem Mietbetrag der geräumten Wohnung oder seines Mietwerts entspricht.

Die übernommene Kostendifferenz darf 250 Euro jedoch nicht überschreiten. Dieser Betrag wird um 30 Euro pro unterhaltsberechtigtes Kind und um 100 Euro erhöht, wenn der Unterbringungsberechtigte in einer privat vermieteten, in einem Gebiet mit großem Siedlungsdruck gelegenen Wohnung wieder untergebracht wird (5).

Der Antrag auf Kostenübernahme wird vom Unterbringungsberechtigten mittels des Formulars gemäß Anlage 1 zu diesem Rundschreiben vor dem Abschluss des Mietvertrags, wenn er in einer privat vermieteten Wohnung wieder untergebracht wird, oder binnen eines Monats nach der Unterzeichnung des Miet- bzw. Belegungsvertrags in den sonstigen Fällen bei der Verwaltung gestellt.

Um vollständig zu sein, muss der Antrag auf Kostenübernahme Folgendes enthalten:

1° einen Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers weniger als einen Monat vor Einreichung seines Antrags;

2° die genaue Identifizierung der Wohnung bzw. Unterbringungsstruktur, die belegt wird oder werden soll, und der geräumten Wohnung, mit Angabe der Miethöhe, der finanziellen Beteiligung oder des Belegungsgelds für jegliche Wohnung.

Binnen fünfzehn Tagen nach dem Versand des vollständigen Antrags oder ggf. der letzten Unterlage(n) zur Vervollständigung des Antrags informiert die Verwaltung den Unterbringungsberechtigten und den Wohnungseigentümer oder -verwalter über die Höhe der Kostenübernahme.

Ab Empfang des Schreibens der Verwaltung zur Bewilligung des Betrags der Kostenübernahme kann der Mietvertrag mit dem Eigentümer einer privat vermieteten Wohnung abgeschlossen und ein Mietbetrag festgelegt werden, von dem der Betrag der Kostenübernahme abzuziehen ist.

Die Kostenübernahme wird vorzeitig für eine Periode von sechs Monaten dem Eigentümer ausgezahlt, wenn der Unterbringungsberechtigte in einer privat vermieteten Wohnung wieder untergebracht wird.

In den sonstigen Fällen wird die Kostenübernahme der lokalen Behörde, der Einrichtung mit sozialer Zielsetzung oder der Unterbringungseinrichtung monatlich ausgezahlt, die Eigentümerin oder Verwalterin der Wohnung bzw. Struktur ist, in der der Unterbringungsberechtigte wieder untergebracht wird.

Wenn die Wiederunterbringung zu Ende geht, teilt der Eigentümer oder Verwalter der Wohnung bzw. Unterbringungsstruktur oder das ÖSHZ im Falle der Wiederunterbringung in einer privat vermieteten Wohnung dies der Verwaltung (6) mit.

Während der Dauer der Wiederunterbringung und der Kostenübernahme wird dem Unterbringungsberechtigten keine Mietzulage in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen gezahlt.

V. Begleitung

Der wieder unterzubringende Haushalt wird bei der Wohnungssuche begleitet.

Diese Begleitung wird von dem Verwalter der belegten Wohnung, der Unterbringungseinrichtung oder dem öffentlichen Sozialhilfzentrum im Falle der Wiederunterbringung in einer privat vermieteten Wohnung gewährleistet.

Eine finanzielle Beteiligung in Höhe von 25 Euro monatlich je Unterbringungsberechtigten ist vorgesehen, wenn die Begleitung nicht von einer Agentur für soziale Wohnungen, einer Vereinigung für die Förderung des Wohnungswesens oder einer Unterbringungseinrichtung gewährleistet wird.

Bei Übernahme der Begleitung stellt der Verwalter der belegten Wohnung bzw. das öffentliche Sozialhilfzentrum seinen Beihilfeantrag mittels des Formulars gemäß Anlage 2 zu diesem Rundschreiben bei der Verwaltung.

Bei der Beantragung einer Beihilfe sind folgende Auskünfte zu geben:

- 1° die Identifizierung des Unterbringungsberechtigten;
- 2° die Identifizierung der belegten Wohnung und der geräumten Wohnung.

Die Verwaltung zahlt den für eine Begleitperiode von sechs Monaten geschuldeten Betrag aus.

Wenn nach dieser ersten Periode von sechs Monaten die Begleitung weiterhin gewährleistet wird, zahlt die Verwaltung den für eine zweite Begleitperiode von sechs Monaten geschuldeten Betrag aus.

VI. Grenzen des Systems

Was die Notfälle betrifft, mit denen jeder Bürgermeister konfrontiert sein könnte, sollte man im Gedächtnis behalten, dass das hier dargelegte, durch das Wallonische Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse eingeführte System Mindestanforderungen darstellt, die an den Bürgermeister in einem klar umrissenen Rahmen gestellt werden. Dieser Rahmen sieht eine Finanzierung vor, befreit ihn aber nicht von seiner Verantwortung und den aufgrund der Rechtsprechung des Staatsrates (7) erforderlichen minimal einzusetzenden Maßnahmen, um eine Unterkunft für jede zur Räumung gezwungene und dadurch der Obdachlosigkeit ausgesetzte Person zu finden.

Demnach wird der Bürgermeister vom üblichen System abweichen dürfen, wenn die Lage einen derartigen Handlungsbedarf bedeutet, dass er auf den Beistand der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft nicht warten sollte, damit die körperliche Unversehrtheit der Bewohner gewahrt und die Rechtsprechung des Staatsrates beachtet wird.

Ebenso verbietet das eingesetzte System dem Bürgermeister keineswegs, je nach den sich ihm bietenden Möglichkeiten außerhalb des Rahmens zu handeln, insbesondere wenn eine menschenwürdige, in der Liste aber nicht angeführte Unterkunft für die Wiederunterbringung der zur Räumung gezwungenen Person verfügbar ist. In diesem Fall wird sich jedoch die Wallonische Region nicht finanziell beteiligen. Der wieder untergebrachte Haushalt hat aber Anspruch auf eine Mietzulage in Anwendung des Erlasses vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen.

Namur, den 2. September 2013

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

—
Fußnoten

(1) Artikel 7 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse.

(2) Artikel 13 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse.

(3) Die Wohnungssuche erfolgt in konzentrischen Kreisen von dem Standort der Zwangsräumung an.

(4) Siehe Ziffer V.

(5) Die Liste der in einem Gebiet mit großem Siedlungsdruck liegenden Gemeinden wird jährlich am 1. Januar aktualisiert und umfasst zur Zeit folgende Gemeinden: Arlon, Assesse, Attert, Aubel, Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Dalhem, Eghezée, Erezée, Gembloux, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Ittre, Jalhay, Jodoigne, La Bruyère, La Hulpe, Lasnes, Messancy, Mont-Saint-Guibert, Namur, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Neu-Löwen, Ramillies, Rixensart, Thimister-Clermont, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo und Wavre.

(6) Operative Generaldirektion – Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Abteilung Wohnungswesen, Direktion der Studien und der Wohnqualität.

(7) SR, 23. Sept. 1999; SR, 12. Februar 2003; SR, 26. Januar 2005; SR, 7. April 2006; SR, 16. Juli 2009.

ANLAGE 1


**" ADEL " - FORMULAR FÜR DIE
WIEDERUNTERBRINGUNG**
2 0 1 3

Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 über die Unterbringung des Bewohners, der vom Bürgermeister infolge eines gemäß den Artikeln 7 und 13 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse verkündeten Wohnverbots von einer Wohnung ausgewiesen wird

Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen.

Bitte richten Sie Ihren Antrag an:

- DGO4 / Département du Logement / Service ADEL (Operative Generaldirektion 4 – Abteilung Wohnungswesen – ADEL-Dienststelle ("Allocation de Déménagement Et de Loyer", Umzugs- und Mietzulage))
Rue des Brigades d'Irlande 1 – 5100 JAMBES
- Wenn Sie eine private Wohnung anmieten: wenigstens 15 Tage vor der Unterzeichnung des Mietvertrags.



Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie
Allgemeine Anschrift: Rue des Brigades d'Irlande 1 B-5100 Namur
www.wallonie.be Grüne Nummer: 0800 11 901 (allgemeine Informationen)

FELD I**IDENTITÄT DES ANTRAGSTELLERS****Antragsteller:**

NAME:

VORNAMEN:

GEBOREN am: NATIONALREGISTERNUMMER:

☐ : Mobiltelefon:

☐ BEHINDERUNG: JA / NEIN (*)

Der Antragsteller beantragt hiermit:

☐ eine Beihilfe zur Wiederunterbringung

☐ eine Umzugszulage und Mietzulagen (1)

(nur im Falle der Anmietung einer Privatwohnung, da diese bei einer Unterbringung in einer Unterbringungsstruktur nicht beantragt werden dürfen)

Mitbewohner der geräumten Wohnung:

NAME:

VORNAMEN:

GEBOREN am: NATIONALREGISTERNUMMER:

☐ BEHINDERUNG: JA / NEIN (*)

NAME:

VORNAMEN:

GEBOREN am: NATIONALREGISTERNUMMER:

☐ BEHINDERUNG: JA / NEIN (*)

NAME:

VORNAMEN:

GEBOREN am: NATIONALREGISTERNUMMER:

☐ BEHINDERUNG: JA / NEIN (*)

NAME:

VORNAMEN:

GEBOREN am: NATIONALREGISTERNUMMER:

☐ BEHINDERUNG: JA / NEIN (*)

(bitte Haushaltszusammensetzung beifügen)

() Unzutreffendes bitte streichen***(1) Der etwaige Anspruch auf Mietzulagen ist nur nach Fristablauf der Wiederunterbringungsbeihilfe gültig**

FELD II

GERÄUMTE WOHNUNG

Bitte eine Kopie des Mietvertrags für die geräumte Wohnung und des Zahlungsbelegs des letzten Mietzinses beifügen

FELD IIbis**BESCHEINIGUNG ÜBER DIE GERÄUMTE WOHNUNG
UND DEN VORSCHLAG DER WIEDERUNTERBRINGUNG**

Ich, Unterzeichnete(r), Bürgermeister von
 bescheinige, dass

- die

.....gelegene Wohnung,

belegt von

Gegenstand eines Unbewohnbarkeitserlasses vom
 gewesen ist (eine Kopie des Erlasses beifügen)

In Anwendung von Art. 7 und 13 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse hat die "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) amden Bewohnern eine Möglichkeit der Wiederunterbringung vorgeschlagen (eine Kopie des Schreibens der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft beifügen)

Gemeindesiegel

Datum und Unterschrift

FELD III**VON DEM EIGENTÜMER/VERMIETER oder DER
UNTERBRINGUNGSSTRUKTUR AUSZUFÜLLENDER TEIL****A. Vermietung einer Wohnung**

Ich, Unterzeichnete(r),....., Eigentümer(in)/Vermieter(in)
(Unzutreffendes bitte streichen) der

.....
..... gelegenen Wohnung,

bestätige (bitte auswählen und Unzutreffendes streichen), dass:

- ich beabsichtige, diese Wohnung dem unter Feld I genannten Antragsteller für eine monatliche Miete von Euro zu vermieten (Privatwohnung)

Ich verpflichte mich, in dem Mietvertrag zu erwähnen, dass der Mietzins im ersten Jahr um den Betrag der Wiederunterbringungsbeihilfe gemindert werden soll, die der Öffentliche Dienst der Wallonie direkt an mich überweisen wird.

- ich diese Wohnung dem unter Feld I genannten Antragsteller für eine monatliche Miete von Euro vermietet habe

Es wurde in dem Mietvertrag erwähnt, dass der Mietzins im ersten Jahr um den Betrag der Wiederunterbringungsbeihilfe gemindert werden soll, die der Öffentliche Dienst der Wallonie direkt überweisen wird.

Diese Beihilfe kann mir auf das Konto BE..... überweisen werden.

Wenn der Bewohner aus irgendeinem Grund die Wohnung verlässt, verpflichte ich mich, dies der Verwaltung mitzuteilen.

Datum und Unterschrift

B. Unterbringung in einer Unterbringungsstruktur

Ich, Unterzeichneter(r),....., Vertreter(in) des Betreibers der

.....
..... gelegenen Unterkunftseinrichtung,

bestätige, dass wir den unter Feld I genannten Antragsteller für eine monatliche
Unterbringungsgebühr von..... Euro beherbergen.

Ich verpflichte mich, in dem Unterbringungsvertrag zu erwähnen, dass die
Unterbringungsgebühr um den Betrag der Wiederunterbringungsbeihilfe gemindert werden
soll, die der Öffentliche Dienst der Wallonie direkt an mich überweisen wird.

Diese Beihilfe kann auf das Konto BE..... auf den Namen
von

.....überwiesen werden.

Wenn der Bewohner aus irgendeinem Grund die Wohnung verlässt, verpflichte ich mich, dies
der Verwaltung mitzuteilen.

Datum und Unterschrift

FELD IV**ANDERE BEDINGUNGEN
(nur im Falle einer Beantragung der ADEL)**

Wenn Sie neben der Wiederunterbringungsbeihilfe **auch** eine Umzugszulage und Mietzulagen **(1)** beziehen möchten, müssen Sie folgende Dokumente übermitteln:

- Das 2011 bezogene Einkommen für jedes Haushaltsmitglied in der neuen, im Jahre 2013 belegten Wohnung
(Den Steuerbescheid oder, wenn dieser Ihnen nicht zur Verfügung steht, einen von jeglicher Auszahlungseinrichtung – ÖSHZ, Krankenkasse, Gewerkschaft usw. – ausgestellten Einkommensnachweis für das volle Jahr 2011)
- Wenn Sie unterhaltsberechtignte Kinder haben:
(Das von der Kinderzulagenkasse ausgefüllte (gelbe) F-Formular)
- Wenn ein Mitglied Ihres Haushalts als behindert anerkannt ist:
(Eine vom Föderalen Öffentlichen Dienst Soziale Sicherheit erteilte Behinderungsbescheinigung)

Alle volljährigen Personen, die Mitglieder des Haushalts des Antragstellers sind und in der neuen Wohnung wohnen werden, haben die nachstehende Erklärung zu unterzeichnen

Der/die Unterzeichnete(n) erklärt/erklären ehrenwörtlich, dass er/sie nicht einzeln oder zusammen Volleigentümer oder Nießbraucher einer Wohnung ist/sind, außer wenn es sich dabei um eine nicht verbesserungsfähige oder um eine unbewohnbare Wohnung handelt.

....., den

NAME:

VORNAMEN:

UNTERSCHRIFT:

NAME:

VORNAMEN:

UNTERSCHRIFT:

(1) Zur Erinnerung können Ihnen die Mietzulagen – sofern Sie zudem alle Bedingungen erfüllen – erst nach Fristablauf der Wiederunterbringungsbeihilfe gewährt werden.

FELD V**ERKLÄRUNGEN UND VERPFLICHTUNGEN**

Der Antragsteller und die volljährigen Mitbewohner aus seinem Haushalt müssen die nachstehenden Verpflichtungen eingehen.

Jede Falschaussage oder vertuschte Information kann die Ablehnung des Antrags oder die Rückzahlung bereits empfangener Beihilfen zur Folge haben.

Der/die Unterzeichnete(n) verpflichtet/verpflichten sich solidarisch:

1. die Wohnung weder teilweise noch als Ganzes unterzuvermieten, für deren Anmietung er/sie eine Beihilfe erhält/erhalten;
2. innerhalb eines Monats nach seiner Unterzeichnung eine Kopie des Miet- bzw. Unterbringungsvertrags vorzulegen
3. jeden Auszug aus der Wohnung/Unterbringungsstruktur zu melden

und, wenn sich der Antrag ebenfalls auf die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen bezieht:

4. mit Ausnahme der nach dem Antragsdatum geborenen, adoptierten oder infolge einer nach dem Antragsdatum getroffenen gerichtlichen Entscheidung einem Angehörigen nachkommenden Kinder, die Belegung der besagten Wohnung von zusätzlichen Mitbewohnern nur unter weiterer Einhaltung der Anforderungen bezüglich der Fläche und der bewohnbaren Zimmer zu erlauben;
5. die Besichtigung der Wohnung durch Bedienstete der Verwaltung zuzulassen;
6. zu gestatten, dass die Verwaltung die zuständigen Behörden um alle notwendigen Auskünfte ersucht
(z.B. Haushaltszusammensetzung, Einkommen, dingliche Immobilienrechte an der Wohnung, usw.);
7. der Abteilung Wohnungswesen der Verwaltung jegliche Änderung des Familienstands mitzuteilen
(z.B. Geburt, Tod, Trennung, Umzug, usw.);

Zu, den

Bitte vor der Unterschrift den Vermerk "gelesen und genehmigt" anbringen:

NAME:

VORNAMEN:

UNTERSCHRIFT:

NAME:

VORNAMEN:

UNTERSCHRIFT:

ANLAGE 2

HALBJÄHRLICH ZURÜCKZUSCHICKENDES DOKUMENT

DG-04

ABTEILUNG WOHNUNGSWESEN

DIREKTION DER QUALITÄT DER WOHNVERHÄLTNISSE

ADEL-Dienststelle

Rue des Brigades d'Irlande 1

5100 NAMUR

**"ADEL"-FORMULAR FÜR DIE
WIEDERUNTERBRINGUNG
FORDERUNGS- UND ENTSCHÄDIGUNGSANMELDUNG**

Begleitdienst:

Anschrift:

Kontonummer:

NAME -VORNAME DES UNTERBRINGUNGS- BERECHTIGTEN	ANSCHRIFT DES UNTERBRINGUNGSBERECHTIGTEN	ADRESSE DER GERAUMTEN WOHNUNG	DATUM DES BESCHLUSSES ZUR GEWÄHRUNG DER WIEDERUNTER- BRINGUNGSBEIHI LFE	ANZAHL MONATE DER BEGLEITUNG	BETRAG DER ENTSCHÄDI- GUNG
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					

STEMPEL DES DIENSTES

Datum

UNTERSCHRIFT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27223]

2 SEPTEMBER 2013. — Ministeriële omzendbrief betreffende de herhuisvesting van de gebruiker die wordt ontzet ten gevolge van een bewoningsverbod opgelegd door de burgemeester overeenkomstig de artikelen 7 en 13 van de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen

I. Inleiding — wettelijk en reglementair kader

Sinds 1 juli 2012 voorziet het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen in een plicht tot herhuisvesting ten gunste van elke persoon die wordt ontzet ten gevolge van een bewoningsverbod opgelegd door de burgemeester of de Regering.

Die plicht tot herhuisvesting en de daaruit voortvloeiende financiering is niet van toepassing op de uitzettingsbesluiten genomen op grond van de artikelen 133, tweede lid, en 135, § 2, van de nieuwe gemeentewet. Die plicht geldt alleen voor de besluiten van de burgemeester genomen krachtens het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen.

Ter herinnering, de plicht tot herhuisvesting geldt enkel wanneer de bewoonde woning één of meer tekortkomingen aan de bepaalde minimale gezondheidsnormen vertoont, zodat een bewoningsverbod wordt opgelegd en een uitzetting van de woning binnen een bepaalde termijn daarop volgt, waarbij het niet altijd gemakkelijk is om een andere woning te vinden (1). Die plicht is ook van toepassing wanneer een bewoningsverbod ten gevolge van een intrekking van de verhuurvergunning wordt opgelegd naar gelang van de vastgestelde tekortkomingen (2).

De plicht tot herhuisvesting is daarentegen niet van toepassing wanneer de woning wegens overbevolking ontruimd moet worden.

Het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 betreffende de herhuisvesting van de gebruiker die wordt ontzet ten gevolge van een bewoningsverbod opgelegd door de burgemeester overeenkomstig de artikelen 7 en 13 van de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen bepaalt de duur van de herhuisvesting alsmede de modaliteiten van de financiering ervan door het Waalse Gewest.

Dit besluit is van toepassing van 1 september 2013. Een voorstel tot herhuisvesting zal dan ook voor elk besluit van onbewoonbaarheid genomen na 31 augustus 2013 gewaarborgd moeten worden.

II. De procedure

Het Wetboek vraagt eerst van de betrokken burgemeester om een reeks stappen uit te voeren om een woning te vinden voor de ontzette bewoners. Die stappen zijn verplicht en moeten door de dienst « Huisvesting » van de gemeente, indien hij bestaat, en, in voorkomend geval, met de hulp van het O.C.M.W. uitgevoerd worden.

De burgemeester wordt er dan ook om verzocht na te gaan of een woning overeenstemmend met de samenstelling van het gezin van de gebruiker die wordt ontzet, beschikbaar is op het grondgebied van zijn gemeente onder de categorieën volgende woningen die in de bepaalde volgorde te raadplegen zijn :

— transitwoning;

— woning die, overeenkomstig artikel 132 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen aan een O.C.M.W. of aan een instelling met sociale doeleinden, wordt verhuurd;

— woning die in beheer wordt genomen door een sociaal vastgoedagentschap;

— woonstructuur die door een erkende instelling wordt vervuld.

Indien geen woning op het grondgebied van de gemeente beschikbaar is, moet de burgemeester er de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) schriftelijk van in kennis stellen op het volgend elektronisch adres : relogement@swl.be en haar de volgende stukken overmaken :

— de samenstelling van het gezin van de gebruiker die wordt ontzet;

— het bewijs van kinderen ten laste (attest waaruit blijkt dat kinderbijslag wordt uitgekeerd en/of vonnis betreffende de bewaring van de kinderen en hun huisvestingsmodaliteiten);

— de lijst van de beheerders van geraadpleegde woningen;

— een stand van zaken van de ondernomen stappen;

— de eventuele gekregen antwoorden.

De « Société wallonne du Logement » gaat na of de vereiste stappen door de burgemeester zijn ondernomen en gaat daarna op zoek naar een beschikbare woning op het grondgebied van de provincie, door gebruik te maken van dezelfde categorieën woningen in dezelfde volgorde, met uitzondering van het beroep op de privé-woning ingevoerd vóór het beroep op de woonstructuren.

De door de « Société wallonne du Logement » uitgevoerde verificaties vóór het overnemen van het zoeken naar een woning hebben betrekking op de doeltreffendheid van de stappen en niet op de wijze waarop ze zijn verricht. Als de burgemeester de vastgoedbeheerders die betrokken zijn bij de categorieën woningen bepaald in het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen of de logiesverstreckende inrichtingen die zich op zijn grondgebied bevinden, werkelijk heeft geraadpleegd, dan wordt de « Société wallonne du Logement » bevoegd om een huisvestingsoplossing te vinden binnen een termijn van één maand. Die termijn van één maand begint te lopen na ontvangst van de schriftelijke informatie van de burgemeester samen met de bedoelde vereiste documenten.

De « Société wallonne du Logement » mag dan geen bijkomende stap van de burgemeester verlangen.

Als de burgemeester daarentegen geen stap heeft ondernomen of niet alle vastgoedbeheerders of betrokken inrichtingen heeft geraadpleegd, wordt de « Société wallonne du Logement » niet bevoegd voor het zoeken naar een woning.

Wanneer de « Société wallonne du Logement » de taak werkelijk overneemt en de instemming van de beheerder of van de eigenaar van de woning of van de inrichting krijgt, stelt ze er de burgemeester schriftelijk van in kennis, die dan het voorstelt doet aan de persoon die ontzet wordt.

Het voorstel tot herhuisvesting moet uiterlijk bij de uitzetting van de gebruiker aangeboden worden.

Als de « Société wallonne du Logement » geen enkele woning op het grondgebied van de provincie (3) vindt of als het ontzette gezin het voorstel van de burgemeester niet aanvaardt, rust geen verplichting meer op de burgemeester, noch op de « Société wallonne du Logement ».

Als de « Société wallonne du Logement » overigens geen beschikbare woning binnen de voorgeschreven termijn van één maand heeft kunnen vinden, licht ze er onmiddellijk de burgemeester schriftelijk over in.

Er wordt ook aan herinnerd dat de toegankelijkheidsvoorwaarden die eigen zijn aan elk type woning waarop een beroep in het kader van de herhuisvesting kan worden gedaan, nageleefd moeten worden (4).

III. De duur van de herhuisvesting

De herhuisvesting wordt voor maximum zes maanden verzekerd en kan één keer voor zes maanden verlengd worden indien in een transitwoning of een woonstructuur betreft of voor een periode van twaalf maanden in de andere gevallen.

Ze eindigt vóór de vervaldatum indien de begunstigde zich in een woning bevindt waarvan de huurprijs 300 euro voor een woning met één slaapkamer niet overschrijdt, verhoogd met 50 euro per bijkomende slaapkamer.

Als de herhuisvesting haar beslag krijgt in een woning, met uitzondering van de transitwoning, waarvan de huurprijs 300 euro voor een woning met één slaapkamer niet overschrijdt, verhoogd met 50 euro per bijkomende slaapkamer, is de begunstigde vrijgesteld van het zoeken naar een andere woning (5) als de huurovereenkomst voor een langere duur dan deze van de herhuisvesting is gesloten of als ze boven deze duur wordt verlengd.

IV. De financiering van de herhuisvesting

Het Waalse Gewest betaalt het verschil tussen het bedrag betaald voor de ontruimde woning en het bedrag dat betaald moet worden voor de woning/structuur waarin de herhuisvesting wordt verricht, zodat het bedrag betaald door de begunstigde in het kader van zijn herhuisvesting met het bedrag van de huurprijs van de ontruimde woning of van haar huurwaarde overeenstemt.

Het betaalde verschil bedraagt hoogstens 250 euro. Dit bedrag wordt verhoogd met 30 euro per kind ten laste en met 100 euro als de begunstigde in een woning uit de privé-huursector gelegen in een vastgoeddrukgebied (6) wordt herhuisvest.

Vóór de sluiting van de huurovereenkomst maakt de begunstigde, als hij in een woning uit de privé-huursector wordt herhuisvest, of binnen de maand volgend op de handtekening van de huurovereenkomst of van de woonovereenkomst, voor de andere gevallen, de aanvraag tot tenlasteneming aan het bestuur over door middel van het met bijlage 1 overeenstemmende formulier.

Volledigheidshalve bevat de aanvraag tot tenlasteneming :

1° een uittreksel uit het bevolkingsregister met de gezinssamenstelling van de aanvrager, opgemaakt hoogstens één maand vóór de indiening van zijn aanvraag;

2° de nauwkeurige identificatie van de woning of van de huisvestingsstructuur die wordt of zal worden bewoond en van de ontruimde woning, met vermelding van het bedrag van de huurprijs, van de financiële bijdrage of van de bewoningsvergoeding voor elk gebouw.

Binnen vijftien dagen na de datum van versturen van de volledige aanvraag of, in voorkomend geval, van de laatste document(en) die de aanvraag aanvullen, brengt het bestuur de begunstigde en de eigenaar of beheerder van de woning op de hoogte van het bedrag van de tenlasteneming.

Vanaf de ontvangst van het schrijven van het bestuur waarbij het bedrag van de tenlasteneming wordt toegekend, kan de huurovereenkomst worden gesloten met de eigenaar van een woning uit de privé-huursector en een huurprijs kan worden vastgesteld waarvan het bedrag van de tenlasteneming wordt ingehouden.

De tenlasteneming wordt voortijdig uitbetaald voor een periode van zes maanden aan de eigenaar als de begunstigde in een woning uit de privé-huursector wordt herhuisvest.

In de andere gevallen wordt de tenlasteneming maandelijks uitbetaald aan het plaatselijke bestuur, aan de instelling met sociale doeleinden of aan de logiesverstreckende inrichting, eigenaar of beheerder van de woning of van de structuur waar de begunstigde wordt herhuisvest.

De eigenaar of beheerder van de woning of van de woonstructuur, of het O.C.M.W. wanneer de herhuisvesting in een woning uit de privé-huursector wordt uitgevoerd, licht de administratie (7) over het einde van de herhuisvesting in.

Gedurende de duur van de herhuisvesting en de financiële tenlasteneming wordt geen huurtoelage gestort aan de begunstigde overeenkomstig het besluit van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen.

V. De begeleiding

Het herhuisveste gezin wordt tijdens het zoeken naar een woning begeleid.

Die begeleiding wordt verzekerd door de beheerder van de bewoonde woning, de logiesverstreckende inrichting of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn als de begunstigde in een woning uit de privé-huursector wordt herhuisvest.

Een tegemoetkoming van 25 euro per maand en per begunstigde wordt voorzien als de begeleiding niet door een sociaal vastgoedagentschap, een vereniging ter bevordering van de huisvesting of een logiesverstreckende inrichting wordt verzekerd.

De beheerder van de bewoonde woning of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn maakt zijn tegemoetkomingsaanvraag aan het bestuur over bij de overname van de begeleiding aan de hand van het met bijlage 2 overeenstemmende formulier.

Bij de tegemoetkomingsaanvraag moeten de volgende documenten worden overgelegd :

1° de identificatie van de begunstigde;

2° de identificatie van de bewoonde woning en van de ontruimde woning.

Het bestuur betaalt het verschuldigde bedrag voor een begeleidingsperiode van zes maanden.

Na verstrijken van die eerste periode van zes maanden, betaalt het bestuur het verschuldigde bedrag voor een tweede begeleidingsperiode van zes maanden als de begeleiding langer duurt.

VI. De perken van de regeling

Wat betreft de noodtoestanden waaraan elke burgemeester zou kunnen worden blootgesteld, wordt eraan herinnerd dat de regeling ingevoerd bij het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen een minimum is dat aan de burgemeester opgelegd is in een precies kader dat in een financiering voorziet maar dat hem niet ontslaat van zijn verantwoordelijkheid, noch van de minimale stappen die de rechtspraak van de Raad van State (8) van hem verlangt om een woning opnieuw te vinden voor elke persoon die ontzet wordt en die dan dakloos wordt.

Als de toestand vereist dat de burgemeester tussenbeide komt zonder op hulp van de « Société wallonne du Logement » te wachten, zal hij bijgevolg kunnen afwijken van het gebruikelijke mechanisme om de fysieke integriteit van de bewoners te behouden en de rechtspraak van de Raad van State na te leven.

Bovendien verhindert de ingevoerde regeling de burgemeester helemaal niet om van het kader af te wijken naar gelang van de hem aangeboden mogelijkheden, met name, indien een decente woning, die niet in de lijst opgenomen is, beschikbaar is om de herhuisvesting te waarborgen aan de persoon die ontzet wordt. In dit geval zal het Waalse Gewest evenwel niet tegemoetkomen. Het herhuisveste gezin zal evenwel een huurtoelage kunnen genieten overeenkomstig het besluit van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen.

Namen, 2 september 2013.

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Nota's

- (1) Artikel 7 van het Waalse wetboek van huisvesting en duurzaam wonen.
- (2) Artikel 13 van het Waalse wetboek van huisvesting en duurzaam wonen.
- (3) De onderzoeking wordt vanaf de uitzettingsplaats in concentrische cirkels uitgevoerd
- (4) Voorbeeld : als het gaat om een woning die, overeenkomstig artikel 132 van de Waalse Huisvestingscode aan een O.C.M.W., wordt verhuurd, kan alleen een gezin in een precaire toestand of met bescheiden inkomsten ertoe toegang hebben.
- (5) zie Punt V.
- (6) De lijst van de gemeenten gelegen in gebied met hoge vastgoeddruk wordt jaarlijks op 1 januari bijgewerkt en omvat heden de volgende gemeenten: Aarlen, Assesse, Attert, Aubel, Bevekom, Eigenbrakel, Kasteelbrakel, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Dalhem, Eghezée, Erezée, Gembloux, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Itter, Jalhay, Jodoigne, La Bruyère, Terhulpen, Lasnes, Messancy, Mont-Saint-Guibert, Namen, Nijvel, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ramillies, Rixensart, Thimister-Clermont, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo en Waver.
- (7) Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie, Directie Onderzoek en Woonkwaliteit.
- (8) R.S., 23 sept. 1999 ; R.S., 12 februari 2003 ; R.S., 26 januari 2005 ; R.S., 7 april 2006; R.S., 16 juli 2009.

BIJLAGE 1

**FORMULIER VERHUIS- EN HUURTOELAGE /
HERHUISVESTING****2 0 1 3**

Besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 betreffende de herhuisvesting van de gebruiker die wordt ontzet ten gevolge van een bewoningsverbod opgelegd door de burgemeester overeenkomstig de artikelen 7 en 13 van de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen

Besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een preciaire toestand verkeren en aan daklozen

De aanvraag moet gericht worden aan :

- Het DGO4/Departement Huisvesting/Dienst Verhuis- en huurtoelage
Rue des Brigades d'Irlande 1 -5100 JAMBES
- Indien u een woning uit de privé-sector huurt: minstens 15 dagen vóór de handtekening van de huurovereenkomst.



Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie
Adresse générale : Rue des Brigades d'Irlande 1 B-5100 Namur
www.wallonie.be N° Vert : 0800 11 901 (informations générales)

VAK I**IDENTIFICATIE VAN DE AANVRAGER****Aanvrager :**

NAAM :
 VOORNAMEN:
 GEBOREN op: NUMMER VAN HET NATIONAAL REGISTER :

Ⓜ : Gsm :

GEHANDICAPT : JA / NEE (*)

verzoekt door middel van dit formulier om:

- Een herhuisvestingshulp
- Een verhuis- en huurtoelage (1)
 (alleen indien een woning uit de privé-sector wordt gehuurd, daar ze niet in geval van huisvesting in een opvangstructuur aangevraagd mogen worden)

Samenwonenden in de ontruimde woning :

NAAM :
 VOORNAMEN:
 GEBOREN op: NUMMER VAN HET NATIONAAL REGISTER :
 GEHANDICAPT : JA / NEE (*)

NAAM :
 VOORNAMEN:
 GEBOREN op: NUMMER VAN HET NATIONAAL REGISTER :
 GEHANDICAPT : JA / NEE (*)

NAAM :
 VOORNAMEN:
 GEBOREN op: NUMMER VAN HET NATIONAAL REGISTER :
 GEHANDICAPT : JA / NEE (*)

NAAM :
 VOORNAMEN:
 GEBOREN op: NUMMER VAN HET NATIONAAL REGISTER :
 GEHANDICAPT : JA / NEE (*)

(gelieve een samenstelling van het gezin te voegen)

()Schrappen wat niet past*

(1) Het eventuele recht op de huurtoelagen begint slechts te lopen op het moment waarop de herhuisvestingshulp verstreken is.

VAK II

DE ONTRUIMDE WONING

Gelieve een afschrift van de huurovereenkomst van de ontruimde woning en van het bewijs van de betaling van de laatste huurprijs te voegen

VAK IIbis

**ATTEST BETREFFENDE DE ONTRUIMDE WONING EN
HET VOORSTEL TOT HERHUISVESTING**

Ondergetekende, burgemoester van..... verklaar dat

- de woning gelegen.....

.....
.....

bewoond door.....

het voorwerp heeft uitgemaakt van een besluit van onbewoonbaarheid d.d.
(gelieve een afschrift van het besluit voegen)

Overeenkomstig de artikelen 7 en 13 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en
Duurzaam Woning is een voorstel van herhuisvesting aan de bewoners gedaan
door de "Société Wallonne du Logement" op.... (gelieve een afschrift van het
schrijven van de "Société Wallonne du Logement" te voegen)

Zegel van de gemeente

Datum en handtekening

VAK III**GEDEELTE DAT INGEVULD MOET WORDEN DOOR DE
EIGENAAR/DE VERHUURDER OF DE WOONSTRUCTUUR****A. verhuur van een woning**

Ondergetekende.....eigenaar/verhuurder (schrappen) van de woning
 gelegen.....

verklaar (kiezen en schrappen) :

- dat ik het voornemen heb om die woning aan de aanvrager bedoeld in vak I te verhuren tegen een maandelijkse huurprijs vaneuro (privé-woning)

Ik verbind me ertoe in de huurovereenkomst te vermelden dat de huurprijs tijdens het eerste huurjaar verminderd zal worden ten belope van het bedrag van de herhuisvestingshulp die de Waalse Overheidsdienst me rechtstreeks zal storten.

- die woning aan de aanvrager bedoeld in vak I te hebben verhuurd tegen een maandelijkse huurprijs vaneuro (I

In de huurovereenkomst is vermeld dat de huurprijs tijdens het eerste huurjaar verminderd zal worden ten belope van het bedrag van de herhuisvestingshulp die door de Waalse Overheidsdienst rechtstreeks zal worden gestort..

Die hulp kan me gestort worden op rekening BE.....

Ik verbind me ertoe elk vertrek van de bewoner me te delen aan het bestuur

Datum en handtekening

B. Huisvesting in een woonstructuur

Ondergetekende..... vertegenwoordiger van de beheerder van de
woning

gelegen.....
.....

verklaar de aanvrager bedoeld in vak I te huisvesten voor een maandelijkse

huivestingsvergoeding vaneuro

Ik verbind me ertoe in de woonovereenkomst te vermelden dat de huisvestingsvergoeding
verminderd zal worden ten belope van het bedrag van de herhuisvestingshulp die de Waalse
Overheidsdienst me rechtstreeks zal storten.

Die hulp kan me gestort worden op rekening BE.....

Ik verbind me ertoe elk vertrek van de bewoner me te delen aan het bestuur

Datum en handtekening

VAK IV	ANDERE VOORWAARDEN (alleen in geval van een aanvraag van een verhuis- en huurtoelage)
---------------	--

Indien u naast de herhuisvestinghulp **ook** het recht op de verhuis- en huurtoelage (ADEL) (1) aanvraagt, dient u ook de volgende documenten over te maken:

- De in 2011 geïnde inkomsten voor elk van de leden van uw gezin voor een nieuwe woning bewoond in 2013
(Het aanslagbiljet of, indien u daarover niet beschikt, een attest van de inkomsten geïnd in 2011 voor het volledige jaar afgeleverd door elk betaalorgaan: OCMW, ziekenfonds, vakbond,...)
- Indien u kinderen ten laste hebt :
(Het formulier F (geel) ingevuld door het Kinderbijslagfonds)
- Indien één van de leden van uw gezin als gehandicapt erkend wordt:
(Een attest ter bevestiging van de handicap, afgegeven door de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid)

Alle meerderjarige personen die deel uitmaken van het gezin van de aanvrager die in de nieuwe woning gaan wonen, moeten de volgende aangifte tekenen

Ondergetekende(n) verklaart(aren) op erewoord niet alleen of samen blote eigenaar of vruchtgebruiker van een woning te zijn, behalve als het gaat om een niet-verbeterbare of onbewoonbare woning gaat.

Gedaan te op

NAAM :
VOORNAMEN:

HANDTEKENING.....

NAAM :
VOORNAMEN:

HANDTEKENING.....

(1) Ter herinnering, de huurtoelagen zullen u, indien u bovendien alle voorwaarden vervult, slechts vanaf het moment waarop de herhuisvestingshulp verstreken is, toegekend worden.

VAK V**VERKLARINGEN EN VERBINTENISSEN**

Aan te gaan door de aanvrager en de meerderjarige samenwonenden van zijn gezin.

Elke valse verklaring of elke verborgen informatie kan de weigering van de aanvraag of de terugbetaling van de reeds geïnde tegemoetkomingen als gevolg hebben.

Ondergetekende(n) verbindt(en) zich hoofdelijk ertoe:

1. de woning waarvoor hij(ze) een hulp zal(zullen) genieten, niet geheel of gedeeltelijk te onderverhuren
2. een afschrift van de huurovereenkomst/woonovereenkomst binnen de maand na de ondertekening ervan over te maken
3. elk vertrek uit de woning/woonstructuur mede te delen

Bovendien, wanneer de aanvraag ook betrekking heeft op de toekenning van verhuis- en huurtoelagen

4. behalve voor de kinderen geboren, geadopteerd of die met een bloedverwante wonen ten gevolge van een rechterlijke beslissing na de datum van de aanvraag, de bewoning van bovengenoemde woning door bijkomende samenwonenden slechts toe te laten indien de voorwaarden omtrent de oppervlakten en de bewoonbare kamers nog nageleefd worden;
5. de personeelsleden van het bestuur de woning te laten bezichtigen;
6. het bestuur te machtigen om alle nodige inlichtingen aan de bevoegde overheden aan te vragen
(b.v. : samenstelling van het gezin, inkomsten, onroerende zakelijke rechten op de woning,...);
7. elke verandering in zijn (hun) gezinstoestand aan het Departement Woning van het Bestuur mede te delen
(b.v. : geboorte, overlijden, scheiding, verhuizing,...);

Gedaan te op

voorafgegaan door de vermelding “gelezen en goedgekeurd”:

NAAM :

VOORNAMEN:

HANDTEKENING.....

NAAM :

VOORNAMEN:

HANDTEKENING.....

BIJLAGE 2

PER HALFJAAR TERUG TE STUREN DOCUMENT

DGO4

**DEPARTEMENT DU LOGEMENT
DIRECTION DE LA QUALITE DE L'HABITAT**

Service Adel.

Rue des Brigades d'Irlande 1

5100 NAMUR

**FORMULIER VERHUIS- EN
HUURTOELAGE/HERHUISVESTING
SCHULDVOORDERINGS- EN
VERGOEDINGSVERKLARING**

Begeleidingsdienst :

Adres :

Rekeningnummer :

NAAM-VOORNAAM VAN DE BEGUNSTIGDE	ADRES VAN DE BEGUNSTIGDE	ADRES VAN DE ONTRUIMDE WONING	DATUM VAN DE BESLISSING TOT TOEKENNING VAN DE HERHUIS- VESTINGSHULP	AANTAL MAANDEN VAN DE BEGELEIDING	BEDRAG VAN DE SCHADE- VERGOEDING
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					

STEMPEL VAN DE DIENST

Datum

HANDEKENING